



Tchad : sortir de la confrontation à Miski

Rapport Afrique de Crisis Group N°274 | 17 mai 2019

Headquarters

International Crisis Group

Avenue Louise 149 • 1050 Brussels, Belgium

Tel: +32 2 502 90 38 • Fax: +32 2 502 50 38

brussels@crisisgroup.org

Preventing War. Shaping Peace.

Table des matières

Synthèse	i
I. Introduction	1
II. Le Tibesti : région stratégique et tourmentée	2
A. L’embrasement en Libye : quel impact sur le Tibesti ?	4
B. Le Nord, préoccupation majeure pour N’Djamena	6
III. Zoom sur Miski : des mines d’or aux champs de mines	9
A. Etat, orpailleurs, population locale : tensions et premiers affrontements.....	9
B. 2018 : escalade du conflit	11
1. L’origine de l’escalade	11
2. La bataille de Miski	13
3. Récents développements et risques	15
IV. Apaiser les tensions et éviter l’escalade	17
A. Eviter l’escalade militaire	18
B. Donner une chance au dialogue.....	18
C. Sortir des discours réducteurs.....	19
D. Rôle des partenaires du Tchad	20
V. Conclusion	21
ANNEXES	
A. Carte du Tchad	22
B. A propos de l’International Crisis Group	23
C. Rapports et briefings sur l’Afrique depuis 2016	24
D. Conseil d’administration de l’International Crisis Group.....	26

Principales conclusions

Que se passe-t-il ? Dans les zones aurifères du Tibesti au Nord du Tchad, la tension monte entre l'Etat, les orpailleurs et la population teda. Fin 2018, de violents affrontements ont opposé l'armée tchadienne à un groupe d'autodéfense dans la localité de Miski. Les tensions demeurent vives et une nouvelle escalade sécuritaire est à craindre.

En quoi est-ce significatif ? Alors que le conflit en Libye s'intensifie et que les incidents se multiplient au Sud, le Nord du Tchad, frontalier, est une zone à risque. Dans ce contexte, la détérioration des relations entre des populations teda et l'Etat tchadien pourrait avoir des conséquences sur la stabilité du Tibesti.

Comment agir ? Pour sortir de cette relation de défiance et éviter une nouvelle confrontation militaire, les autorités devraient lever une forme de blocus de Miski, éviter les discours réducteurs et entamer un dialogue avec le groupe d'autodéfense et la population. Les partenaires internationaux du Tchad devraient pousser le gouvernement dans cette voie.

Synthèse

Le Tibesti, situé au Nord du Tchad, près de la frontière avec la Libye et le Niger, est en proie à une montée inquiétante des tensions. Celles-ci sont à la fois le produit d'une ruée vers l'or, d'une militarisation de la région et d'une forte méfiance de la population locale, de l'ethnie teda, vis-à-vis de l'Etat. Elles se manifestent avec force dans les zones aurifères de Kouri Bougoudi et de Miski, où la gestion des ressources est devenue un point de crispation. Les autorités assimilent hâtivement les orpailleurs à des complices des rébellions tchadiennes basées en Libye. Quant aux populations du Tibesti, elles soupçonnent le pouvoir de vouloir faire main basse sur leur or. Ces tensions ont abouti en 2018 à des affrontements entre l'armée et un groupe d'autodéfense local à Miski. Depuis, l'armée, retirée à 100 kilomètres de la localité, coupe les voies d'accès à Miski. Alors que le récent regain de violences en Libye menace le Nord du Tchad, les autorités doivent à tout prix éviter une nouvelle confrontation militaire à Miski et ouvrir un dialogue avec le groupe d'autodéfense et les responsables locaux.

Le Tibesti est historiquement une région frondeuse, berceau de plusieurs rébellions majeures depuis l'indépendance du Tchad, en 1960. C'est également une région stratégique pour la stabilité du pays, du fait de sa proximité avec le Sud de la Libye, en proie à la multiplication des conflits tribaux et au développement des trafics depuis la chute en 2011 de l'ancien dirigeant libyen, Mouammar Khadafi, et devenue une base arrière pour les principaux groupes rebelles tchadiens. Conscientes des risques de contagion sécuritaire depuis la Libye, les autorités tchadiennes se sont appuyées sur les populations teda, majoritaires au Tibesti et présentes en Libye, pour conserver un certain contrôle sur cette zone frontalière sensible. Mais la détérioration récente des relations entre l'Etat tchadien et les Teda du Tibesti fait peser sur le Nord du Tchad une menace renouvelée, alors que la Libye risque un embrasement généralisé à la suite de l'offensive (toujours en cours) du Maréchal Khalifa Haftar sur la capitale Tripoli, et que les incidents se multiplient au Sud de ce pays.

Depuis la découverte de gisements d'or en 2012, les mines du Tibesti ont suscité les convoitises de commerçants, de milliers d'orpailleurs, de militaires tchadiens, et de membres de l'opposition armée tchadienne et soudanaise en quête du métal précieux. Les groupes rebelles tchadiens y mènent parfois des incursions depuis le Sud de la Libye. Ce brassage a suscité l'inquiétude des autorités tchadiennes. Elles craignent que les mines d'or deviennent des réservoirs pour les rébellions tchadiennes basées au Sud de la Libye, et que des militaires, dont certains hauts gradés qui tirent profit de l'orpaillage, ne tissent des liens avec des ennemis du pouvoir. Cette inquiétude est compréhensible. Mais les autorités vont plus loin et entretiennent volontairement la confusion entre migrants et futurs rebelles, orpailleurs et opposants armés, rebelles tchadiens ou membres du comité d'autodéfense et terroristes. Elles se mettent à dos les populations locales, majoritairement teda, en les accusant de complicité avec des bandits ou des ennemis du pouvoir.

La zone de Miski est devenue un microcosme des tensions qui agitent le Tibesti. Les populations soupçonnent des proches du pouvoir de vouloir contrôler des sites aurifères et l'Etat voit dans ces réactions une remise en cause de son autorité. En août 2018, la décision des autorités tchadiennes de rattacher administrativement la

zone de Miski à une autre région, le Borkou, où les Teda sont minoritaires et moins influents, marque un point de bascule. Les chefs de cantons qui s'opposent à cette décision et dénoncent un morcellement du Tibesti sont révoqués, ce qui provoque la colère des habitants de Miski. Des comités de surveillance locaux constitués dès 2013 pour contrôler et taxer les activités d'orpaillage mutent alors en comité d'autodéfense autour notamment de deux chefs de cantons révoqués et d'anciens militaires ou rebelles.

Fin 2018, le président Déby opte pour l'option militaire et déploie l'armée, sous commandement de son fils Mahamat Idriss Déby, alias Kaka. Après un mois d'affrontements (de type guérilla) entre les soldats tchadiens et le comité d'autodéfense, et des dizaines de morts et blessés notamment dans les rangs de l'armée, celle-ci se replie à une centaine de kilomètres de la localité. L'approche du gouvernement consiste désormais à isoler Miski – « rendre invivables » les zones aurifères, selon les mots d'un ministre – en contrôlant les principaux axes routiers afin d'assécher ses approvisionnements et en fermant des puits dans la région, essentiels dans cette zone désertique. Ce blocus pourrait avoir de lourdes conséquences humanitaires et attiser un sentiment de révolte au sein de la population.

Depuis, la tension reste très vive à Miski. Le comité d'autodéfense, qui bénéficie d'un large soutien local, refuse le rattachement de Miski au Borkou et demande la restitution des cantons ; il affiche aussi son opposition à tout projet d'exploitation industrielle ou semi-industrielle des ressources aurifères de la zone (perspective lointaine mais qui suscite beaucoup d'inquiétude à Miski) en dehors d'un cadre légal garantissant à la région une partie des bénéfices. Pour le chef de l'Etat, les enjeux dépassent la question de l'or. Il veut montrer qu'il contrôle son territoire dans une période où il apparaît vulnérable, affaibli par des dissensions dans son entourage, les fragilités plus apparentes au sein de l'armée, le contexte de crise économique et sociale aiguë, et les craintes d'un effet d'entraînement après la chute d'Omar el-Béchar au Soudan. Pourtant, l'option sécuritaire à Miski est périlleuse et pourrait être contreproductive, comme les actions qui consistent à isoler la localité. Alors que beaucoup craignent une nouvelle confrontation militaire à Miski, les risques d'emballement sécuritaire sont réels.

Un tel scénario peut néanmoins être évité. Le comité d'autodéfense de Miski a avant tout des revendications locales et ne cherche pas à renverser Déby. Pour satisfaire ses revendications, aucune concession majeure n'est requise. Un certain nombre de mesures pourraient désamorcer les tensions avant qu'elles n'atteignent un seuil critique :

- ❑ Les autorités tchadiennes devraient adopter une rhétorique moins agressive et démentir les rumeurs de nouvelle intervention militaire à Miski. Elles devraient desserrer l'étau sécuritaire autour de Miski en rouvrant les voies d'accès, en remettant les puits de la région en état de marche et en facilitant l'accès aux acteurs humanitaires à la localité. Elles pourraient aussi revenir sur la décision, très impopulaire, de rattacher la localité de Miski au Borkou et se déclarer ouvertes au dialogue.
- ❑ Ce dialogue, qui devrait impliquer les représentants de l'Etat et du groupe d'autodéfense de Miski mais aussi les chefs traditionnels et les députés de la région, pourrait être facilité par des figures teda reconnues par le gouvernement et

les populations locales. Parmi les sujets abordés devraient figurer, entre autres, la répartition des revenus de l'or en cas d'exploitation industrielle (très hypothétique à ce stade mais qui demeure un motif d'inquiétude de la population), la nomination de davantage de Teda au sein de la hiérarchie militaire dans la région, et des pistes de réinsertion pour les membres du comité d'autodéfense prêts à désarmer.

- ❑ En retour, les représentants du comité d'autodéfense devraient publiquement se déclarer ouverts à une négociation avec l'Etat.
- ❑ Les partenaires internationaux du Tchad, en particulier les agences des Nations unies, l'Union européenne et ses Etats membres, devraient pousser pour un dialogue et encourager les autorités à faciliter un accès humanitaire à cette zone.

Nairobi/Bruxelles, 17 mai 2019

Tchad : sortir de la confrontation à Miski

I. Introduction

Les défis s'accumulent pour l'Etat tchadien. Sur le plan intérieur, le climat social est très tendu. Les mesures d'austérité prises depuis plusieurs années pour faire face à la crise financière passent mal, alors que la population est déjà affectée par la cherté de la vie. En avril et mai 2019, la tension est montée d'un cran entre des organisations de la société civile et le gouvernement. Plusieurs jeunes militants de la société civile ont bravé les interdictions de manifester contre la pénurie de gaz et ont été brièvement détenus. Le climat politique pourrait aussi se détériorer à l'approche des élections législatives, plusieurs fois reportées et désormais prévues d'ici la fin de l'année.

Le contexte régional mouvant complique la donne. N'Djamena guette anxieusement ce qu'il se passe au Nord, en Libye (voir chapitre II), mais aussi à l'Est, où la chute du président soudanais Omar el-Béehir, arrivé au pouvoir à peu près au même moment qu'Idriss Déby, suscite introspections et incertitudes. A l'instar du régime soudanais déchu, le pouvoir tchadien est confronté à l'usure du temps, aux dissensions internes, aux divisions au sein de l'appareil sécuritaire, et surtout à un contexte économique dégradé propice aux soulèvements populaires. Les événements au Soudan génèrent aussi des incertitudes sur la viabilité du pacte de non-agression passé en 2010 entre Béehir et Déby, qui a mis fin à une guerre par groupes armés interposés et permis de sécuriser la frontière entre les deux pays.¹

Face à ces défis en cascade, le pouvoir tchadien est sous pression. Ce rapport, qui s'inscrit dans une longue liste de publications de Crisis Group sur les régions sensibles du Sahel, vise à alerter les autorités tchadiennes et les partenaires internationaux du pays sur les risques associés à une réponse militaire brutale au Tibesti. Il formule des recommandations pour éviter l'escalade sécuritaire. L'analyse des dynamiques locales en cours prend en compte le contexte régional mouvant. Pour mener à bien cette étude, de nombreux entretiens ont eu lieu entre novembre 2018 et mai 2019 avec des Teda du Tibesti à N'Djamena, au Borkou (région voisine du Tibesti) ainsi qu'à Paris auprès de la diaspora tchadienne. Ce rapport fait suite à plusieurs publications consacrées à la menace de Boko Haram au Tchad, aux tensions dans les régions centrales du Bahr el-Ghazel (BEG) et du Kanem ou encore plus récemment à l'incursion d'un groupe rebelle tchadien dans l'Ennedi, au Nord-Est du pays.

¹ Si certains observateurs remarquent qu'à la tête du nouveau Conseil militaire de transition soudanais, le général Abdel Fattah al-Burhan et son adjoint Hemmeti ont intérêt à conserver une relation saine avec les autorités tchadiennes, d'autres évoquent leur proximité avec les Janjaweed, des milices arabes actives au Soudan, et craignent qu'ils ne soutiennent de futurs mouvements dissidents arabes à l'Est du Tchad. Lire « Chad, and Darfur, after Bashir », United States Institute of Peace, 2 mai 2019.

II. Le Tibesti : région stratégique et tourmentée

Région périphérique située au Nord du Tchad et dont le chef-lieu, Bardaï, est éloigné de plus de 1 000 kilomètres de la capitale N'Djamena, le Tibesti entretient des liens économiques, culturels et ethniques bien plus forts avec la Libye qu'avec le reste du Tchad. Alors que l'économie locale se limite à l'élevage du bétail et à la production de dattes, la région dépend du Sud de la Libye pour ses approvisionnements en denrées alimentaires et en carburant et l'accès aux services sociaux de base. Les populations teda, un sous-groupe toubou, qui y sont largement majoritaires, sont également présentes à l'Est du Niger (jusqu'aux limites du désert du Ténéré) et plus encore dans les oasis du Sud de la Libye (notamment dans le Fezzan et à Koufra).²

Bien que très peu peuplé, le Tibesti est stratégique à plusieurs égards. Il se distingue d'abord par son passé politique et sécuritaire particulier. Depuis l'indépendance du Tchad en 1960, l'Etat n'a jamais eu de véritable emprise sur ce territoire plus souvent contrôlé par des formations rebelles.³ La topographie du Tibesti, massif montagneux, offre aux rébellions un refuge naturel dans lequel elles ont, historiquement, pu s'affirmer sans être défaites militairement.

A plusieurs reprises, des formations rebelles ont mis en place une forme d'administration parallèle de la région, en s'appuyant notamment sur les autorités traditionnelles. La dernière insurrection tchadienne à y avoir évolué, le Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad (MDJT), affaibli par des années de lutte et le décès de son chef Youssouf Togoïmi en 2002, a fini de déposer les armes en 2011. Une grande majorité des Teda tchadiens disent aujourd'hui exclure le chemin de la rébellion, estimant n'avoir rien gagné de ces décennies d'opposition armée.⁴ Une certaine méfiance persiste néanmoins dans leur rapport à l'Etat et beaucoup perçoivent la présence de militaires dans leur région comme une forme d'ingérence. « Le Teda est chef chez lui », nous confiait un responsable teda.⁵

Cette région a suscité un fort regain d'intérêt depuis le boom aurifère, en 2012.⁶ Dans la vaste zone frontalière de Kouri Bougoudi se croisent militaires tchadiens, membres de l'opposition armée tchadienne et soudanaise, orpailleurs, y compris des ressortissants d'autres pays africains à la recherche du métal précieux, et migrants

² « Lost in trans-nation: Tubu and Other Armed Groups and Smugglers along Libya's Southern Border », Small Arms Survey, décembre 2018.

³ Les plus importantes ont été le Front de libération nationale du Tchad (Frolinat) et le Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad (MDJT). Voir le briefing Afrique de Crisis Group N°78, *Le Nord-ouest du Tchad : la prochaine zone à haut risque ?*, 17 février 2011.

⁴ Entretiens de Crisis Group, anciens politiques et membres de la société civile teda, N'Djamena, mars 2019.

⁵ Entretien de Crisis Group, responsable de la société civile teda, N'Djamena, mars 2019.

⁶ Entre 2011 et 2013, de nombreux gisements d'or ont été découverts dans les déserts du Sahel et du Sahara, du Soudan à la Mauritanie. De très nombreux orpailleurs se sont rués vers les mines de Jebel Amir au Nord Darfour, dans la zone du Djado au Niger, mais aussi au Tchad au Dar Sila et surtout au Tibesti, notamment dans les mines de localité de Miski et dans la zone de Kouri Bougoudi entre Wour, Aozou et Gatroun au Sud de la Libye. Pour en savoir plus sur l'or au Tibesti, lire « Les Toubou dans la tourmente : présence et absence de l'Etat dans le triangle Tchad-Soudan-Libye », Small Arms Survey, février 2018 et « After Libya, a rush for gold and guns », *Foreign Affairs*, 24 février 2016.

vers la Libye. Parmi les premiers à avoir exploité l'or du Tibesti avec des moyens importants figurent des miliciens soudanais anti-Khartoum comme Abdallah Banda, ancien commandant en chef du Mouvement pour la justice et l'égalité, recherché par la Cour pénale internationale. Après avoir longtemps toléré sa présence dans la région, les autorités tchadiennes l'ont récemment chassé.⁷

Dès 2012, des soldats tchadiens, y compris issus du corps d'élite des forces armées, la Direction générale de service de sécurité des institutions de l'Etat (DGSSIE), ont fait défection pour prendre eux aussi le chemin des mines.⁸ Les groupes armés tchadiens évoluant au Sud de la Libye et hostiles aux autorités centrales y font des incursions régulières, notamment pour y mener des activités de racket. Ainsi, en 2014 et 2015, des membres de l'Union des forces pour la démocratie et le développement (UFDD) et de l'Union des forces de la résistance (UFR) traversaient fréquemment la frontière pour se rendre à Kouri Bougoudi.⁹ Depuis 2017, les combattants du Conseil de commandement militaire pour le salut de la République (CCMSR) ont tenté de s'y installer et mené une série d'attaques sur des soldats tchadiens et des orpailleurs.¹⁰

N'Djamena s'inquiète du haut degré de fluidité entre bandes armées, soldats, jeunes en quête de perspectives économiques et regroupements de commerçants en proie à la fièvre de l'or. Alors que les acteurs passent d'un groupe à l'autre, l'Etat tchadien craint qu'en partageant un même espace, les militaires déployés pour sécuriser la région ou ceux qui ont fait défection et s'adonnent à l'orpaillage ou offrent des services de protection aux orpailleurs, créent des liens avec des ennemis du pouvoir. Il redoute aussi que les mines deviennent des réservoirs de combattants, dans lesquels les rébellions tchadiennes pourraient puiser à leur aise.

Enfin, depuis la chute du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi en 2011, cette région frontalière de la Libye est devenue encore plus essentielle dans l'échiquier sécuritaire régional. Le Sud de la Libye, traditionnellement attractif pour des pans entiers de la jeunesse tchadienne sahélienne, s'est transformé depuis 2011 en une vaste zone grise, propice à l'ancrage de groupes armés libyens et étrangers, y compris tchadiens, à la militarisation de rivalités tribales et au développement de trafics. Conscient des risques de déstabilisation des pays sahéliens, le président Idriss Déby avait d'ailleurs explicitement désapprouvé l'intervention des forces occidentales en Libye contre le régime de Kadhafi, son allié et un investisseur de poids au Tchad.¹¹

Tandis que la chute de Kadhafi rebattait les cartes dans la région, le pouvoir tchadien s'est appuyé sur les Teda tchadiens et libyens pour s'adapter à la nouvelle donne géopolitique. Craignant que le Sud de la Libye devienne une nouvelle fois un

⁷ « Le site d'orpaillage d'un Soudanais poursuivi par la CPI repris par l'armée », Agence France-Presse (AFP), 10 mars 2019.

⁸ Entretien de Crisis Group, chercheur, Paris, avril 2019.

⁹ L'UFDD est un groupe rebelle tchadien dirigé par Mahamat Nouri, composé essentiellement de Dazagada (Goran) et basé à Um-el-Araneb en Libye. L'UFR, dirigé par Timam Erdimi, le neveu du président Déby, comprend majoritairement des combattants zaghawa et est présent dans le Sud de la Libye et au Nord Darfour.

¹⁰ Le CCMSR est un groupe rebelle tchadien. Ses combattants, principalement Kréda et originaires du Bahr el-Ghazel, une région du centre du Tchad, sont aujourd'hui basés à Um-el-Araneb en Libye. Rapport Afrique de Crisis Group N°266, *Tchad : désamorcer les tensions dans la bande sahélienne*, 5 décembre 2018.

¹¹ Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°233, *Tchad : entre ambitions et fragilités*, 30 mars 2016.

sanctuaire pour les rébellions tchadiennes qui menacent son régime, N'Djamena a utilisé ces populations comme rempart contre la propagation de la crise libyenne au Tchad. Dès 2011, les autorités tchadiennes ont multiplié des gestes de bonne volonté à l'endroit de la communauté teda. Ces derniers ont pu librement s'adonner au commerce transfrontalier et prendre le contrôle de trafics lucratifs. Par ailleurs, N'Djamena a apporté une assistance aux Teda libyens dans leur opposition aux Touaregs et aux Arabes Awlad Suleiman pour le contrôle de territoires au Sud de la Libye.¹² Les autorités tchadiennes auraient enfin rétribué des responsables teda libyens pour sécuriser la frontière tchado-libyenne.¹³

Cette stratégie du pouvoir tchadien, consistant à s'appuyer sur les communautés du Tibesti pour prévenir l'expansion du conflit libyen et contenir l'opposition armée tchadienne basée en Libye, est aujourd'hui fragilisée. De nouvelles tensions apparaissent entre N'Djamena et les populations du Nord, tandis que le contexte régional mouvant ouvre la voie à de nouvelles alliances.

A. *L'embrasement en Libye : quel impact sur le Tibesti ?*

Alors que les combats s'intensifient depuis avril 2019 près de Tripoli, la capitale libyenne, et que la Libye menace de sombrer dans un nouveau bain de sang, le Tibesti regarde vers le Nord avec une inquiétude redoublée.¹⁴ Chacun redoute une guerre régionalisée par procuration, dans laquelle les populations teda pourraient être impliquées. De plus, la grande offensive militaire menée en février 2019 par le Maréchal Khalifa Haftar au Sud de la Libye a généré beaucoup de mécontentements chez les Teda libyens et tchadiens. Dans un tel contexte, le pouvoir tchadien se retrouve dans une position inconfortable entre soutien affirmé à Haftar et nécessité de renouer une relation plus apaisée avec les Teda pour contrôler cette région sensible.

Depuis plusieurs années, les autorités tchadiennes affichent leur soutien au Maréchal Haftar, qui en contrepartie exerce une pression sur les groupes armés tchadiens basés au Sud de la Libye. Cette relation s'est même renforcée en mai 2017 après l'attaque de la base aérienne de l'autoproclamée Armée nationale libyenne (ANL) d'Haftar à Brak Shati au centre de la Libye par des milices de Misrata, supposément suppléées par des rebelles tchadiens basés en Libye.¹⁵ Aujourd'hui, les dirigeants tchadiens partagent une même conviction : la Libye a besoin d'un homme fort. « Comment voulez-vous régler cette situation seulement par des élections et un processus politique ? Il faut de la stabilité », estimait récemment un très proche du pré-

¹² Les Touaregs et les Arabes Awlad Suleiman sont des communautés rivales des Teda au Sud de la Libye. Entretiens de Crisis Group, homme politique et ancien militaire tchadiens, N'Djamena, mars 2019.

¹³ Ibid.

¹⁴ Conflict alert de Crisis Group, *Averting a full blown war in Libya*, 10 avril 2019.

¹⁵ « Libya: Mass Executions Alleged at Military Base », Human Rights Watch, 21 mai 2017. L'Armée nationale libyenne (ANL) est une force militaire basée à l'Est de la Libye et dirigée par le Maréchal Khalifa Haftar. L'ANL qui se considère comme l'armée légitime du pays n'est pas reconnue par le gouvernement d'union nationale (GNA) de Tripoli soutenu par les Nations unies et qui a sa propre armée et chaîne de commandement. En 2017, Brak Shati était la seule grande base de l'ANL au centre de la Libye, mais depuis l'ANL a étendu son contrôle sur de nouveaux territoires.

sident Déby.¹⁶ Vu de N'Djamena, Haftar est le seul à pouvoir restaurer l'ordre dans une Libye fragmentée.¹⁷

Haftar suscite en revanche des réactions contrastées chez les Teda libyens. Si certains voient en lui un acteur capable d'apporter un peu de stabilité, d'autres le perçoivent comme un promoteur du panarabisme et craignent d'être à nouveau marginalisés dans la nouvelle Libye qui se dessine.¹⁸ Sous Khadafi, beaucoup de Teda libyens se voyaient en effet nier leur nationalité libyenne et méprisés en raison de leur culture et de leur couleur de peau.¹⁹ Ils ont d'ailleurs joué un rôle essentiel dans le soulèvement de 2011 et la chute du dirigeant libyen. Aujourd'hui encore, des Teda, en particulier ceux qui vivent dans la zone frontalière, sont parfois dépourvus de la citoyenneté libyenne et donc de papiers d'identité.²⁰

L'opération militaire lancée par Haftar au Sud de la Libye en février 2019 a profondément dégradé ses relations avec les Teda. Après Sebha, ses troupes se sont rendues à Morzouk, un fief teda situé non loin de la frontière tchadienne, accompagnées de Fezzanais et de combattants Awlad Suleiman et Zuwaya, des communautés arabes rivales des Teda au Sud de la Libye.²¹ Haftar a ainsi pris le risque d'être perçu comme le promoteur d'une revanche arabe contre une minorité noire Teda qui, depuis 2011, avait renforcé son emprise territoriale dans cette zone.²² A Morzouk, des combats particulièrement violents auraient fait plusieurs victimes parmi les figures teda locales, dont le Général Ibrahim Mohamad Kari.²³ Six députés teda du parlement de Tobrouk ont dénoncé ces violences et l'un d'entre eux a évoqué « un nettoyage ethnique ». ²⁴ Cette qualification est sans doute erronée mais selon plusieurs sources et autorités teda, des exécutions sommaires et des pillages auraient été commis par ces miliciens sur des civils teda, ainsi que des frappes aériennes par les forces du Maréchal Haftar.²⁵

¹⁶ Entretiens de Crisis Group, homme politique et ancien militaire tchadiens, N'Djamena, mars 2019.

¹⁷ Entretiens de Crisis Group, hommes politiques tchadiens, N'Djamena, mars 2019.

¹⁸ Certains Teda libyens reprochent aussi au gouvernement de Tripoli d'avoir donné plus de place dans le jeu politique national à des communautés perçues comme rivales. Entretien de Crisis Group, acteur du Tibesti, N'Djamena, mars 2019.

¹⁹ Entretiens de Crisis Group, chercheur, membres de la société civile teda, N'Djamena, mars 2019. Lire également « Lost in trans-nation: Tubu and Other Armed Groups and Smugglers along Libya's Southern Border », op.cit.

²⁰ Entretien de Crisis Group, membres de la société civile teda, N'Djamena, mars 2019.

²¹ Le Fezzan est une région désertique située au Sud-Ouest de la Libye et qui abrite des réserves importantes d'hydrocarbures. Le chef-lieu de cette province est la ville de Sebha. « Dans un fief Toubou du Sud Libyen, la crainte des persécutions », AFP, 22 février 2019.

²² « Libye : la progression du maréchal Haftar dans le sud provoque des tensions jusqu'au Tchad voisin », FranceTVInfo, 21 mars 2019.

²³ « Libye-Tchad. La France lâche les Toubous et étend la guerre », *Orient XXI*, 13 mars 2019.

²⁴ « Dans un fief Toubou du Sud Libyen, la crainte des persécutions », op. cit. Entretiens de Crisis Group, notables teda, N'Djamena, mars 2019.

²⁵ Entretiens de Crisis Group, responsables teda, N'Djamena, mars 2019. « Dans un fief Toubou du Sud Libyen, la crainte des persécutions », op. cit ; « Libyan air force targets Chadian militants in Southern Libya » Xinhua, 8 février 2019 ; « Murzuk MP urges intervention to stop east self-styled army violations in the south », The Libya Observer, 23 février 2019 ; « Libye-Tchad. La France lâche les Toubous et étend la guerre », op. cit.

Cette agitation au Sud de la Libye a ému le Tibesti. Tous les habitants de Bardaï ou de Zouar ont de la famille à Morzouk ou à Sebha et beaucoup font chaque semaine la route entre Bardaï et Morzouk. De nombreux jeunes Teda tchadiens ont fortement réagi, qualifiant les événements de Morzouk de massacres.²⁶ Les réseaux sociaux servent de grande caisse de résonance. Des comptes Facebook relaient des informations sur les événements en Libye et des vidéos et photos de cadavres teda circulent abondamment à N'Djamena.²⁷ A N'Djamena, les autorités ont fait part à Crisis Group de leurs inquiétudes : « on reproche parfois au président Déby de ne pas protéger les Toubous en Libye, mais ce n'est pas son rôle de s'ingérer », confiait un proche du président.²⁸

Par ailleurs, dans un contexte libyen très incertain, les alliances peuvent elles aussi fluctuer. Si certains chefs militaires teda libyens restent proches d'Haftar, beaucoup ont noué dès 2015 des relations étroites avec des ennemis d'Haftar dont les milices de Misrata, également très mal vues du régime tchadien.²⁹

Enfin, depuis l'escalade des violences à Tripoli en avril 2019, les troupes de l'ANL ont quitté les villes qu'ils ont réussi à contrôler au Sud de la Libye, laissant place à un vide sécuritaire propice à la multiplication des violences, y compris de la part de formations jihadistes affiliées au groupe Etat islamique.³⁰ Bien au-delà de la question des Teda, les dirigeants tchadiens craignent que ces violences et le désordre actuel au Sud de la Libye ne donnent la possibilité aux principaux groupes rebelles tchadiens mentionnés plus haut de se renforcer.³¹

B. *Le Nord, préoccupation majeure pour N'Djamena*

Le président Déby est « obnubilé » par la situation au Nord du pays.³² Les événements qui s'y déroulent s'inscrivent en effet dans une séquence politique et sécuritaire particulière au Tchad. Le pays est toujours plongé dans une crise économique majeure et les vulnérabilités du pouvoir en place s'accroissent. Ces derniers mois, des dissensions croissantes sont apparues dans l'entourage même du président et au

²⁶ Entretiens de Crisis Group, membres de la société civile teda, N'Djamena, mars 2019.

²⁷ Ibid.

²⁸ Entretien de Crisis Group, homme politique proche du président Déby, N'Djamena, mars 2019.

²⁹ Selon plusieurs sources, les milices de Misrata ont tenté d'exploiter les problèmes entre les Toubou et Haftar en encourageant les Toubou à « résister » à l'offensive de Haftar dans le Sud de la Libye. Entretiens de Crisis Group, responsables teda, N'Djamena, mars 2019.

³⁰ Le groupe Etat islamique a revendiqué trois attaques au Sud de la Libye depuis le début de l'offensive d'Haftar sur Tripoli : une le 9 avril à Fuqaha, une autre sur les positions de l'ANL à Sebha le 4 mai et une troisième à Ghaddwa, à 65 km au sud de Sebha en direction du Tchad. La première attaque a même été mentionnée par le chef du groupe Etat islamique, Abu Bakr al-Baghdadi, dans une vidéo mise en ligne fin avril. Les deux autres ont visé l'ANL ou des individus qui auraient aidé Haftar dans son offensive sur le Sud, ce qui suggère que l'Etat islamique est capable de tirer parti des rivalités suscitées par l'avancée de Haftar au Sud. <https://jihadology.net/2019/05/09/new-issue-of-the-islamic-states-newsletter-al-naba-181>. « En Libye, l'Etat islamique profite de l'offensive du Maréchal Haftar sur Tripoli », *France Soir*, 30 avril 2019.

³¹ Entretien de Crisis Group, chercheur, Paris, avril 2019.

³² « Tchad : deux mois après l'incursion rebelle, Déby veut sécuriser le nord », *Jeune Afrique*, 6 avril 2019.

sein de sa communauté, les Zaghawa.³³ Isolé, il craint que certains soldats et haut gradés de l'armée nationale, en particulier des Zaghawa, décident de collaborer avec les rebelles tchadiens basés en Libye.³⁴ Alors qu'activités d'orpaillage et racket se mêlent au sein de l'appareil sécuritaire d'Etat, le Nord du pays concentre tous les motifs d'inquiétude du pouvoir en place.³⁵

L'armée est déstabilisée par plusieurs déconvenues militaires au Nord du pays ou plus récemment au Lac Tchad. Au Nord, des attaques menées par le mouvement rebelle du Conseil de commandement militaire pour le salut de la République (CCMSR) en août 2017 et en août 2018 et des affrontements entre groupe d'autodéfense teda et militaires tchadiens à Miski en novembre 2018 ont engendré la perte d'un nombre important de soldats.³⁶ Déployée sur de nombreux théâtres d'opération à l'extérieur mais aussi à l'intérieur du pays, l'armée est surmenée. Certains soldats sont gagnés par une forme de démotivation, accentuée par les coupes dans leurs indemnités opérées ces dernières années (jusqu'en décembre 2018) en raison de la crise financière que traverse le pays.

En février 2019, l'incursion au Nord du Tchad de la coalition rebelle de l'Union des forces de la résistance (UFR) depuis la Libye, et la demande de soutien militaire du président Déby à la France, a de nouveau exposé au grand jour les fragilités d'une armée souvent présentée comme le pilier de la stabilité du pays.³⁷ L'UFR, un mouvement majoritairement composé de combattants zaghawa et dirigé par le neveu du président, espérait provoquer des retournements d'alliance dans l'entourage de Déby et surtout inciter les militaires tchadiens à rejoindre ses rangs, une logique d'agrégation redoutée par le pouvoir. Les solidarités, voire les complicités, observées lors de cette incursion entre certains soldats et des rebelles ont confirmé les craintes du président.³⁸ Cela l'a incité à réorganiser son appareil sécuritaire en promouvant dans la hiérarchie militaire des fidèles de longue date, dont certains ont accompagné son arrivée au pouvoir en 1989 et 1990.³⁹

Dans ce contexte, le Nord du pays apparaît comme la zone de tous les dangers. En déployant l'armée et en adoptant une approche sécuritaire, le gouvernement cherche à envoyer un message de fermeté. L'analyse du conflit en cours entre une partie de la population teda de Miski, une localité du Tibesti, et les autorités, montre toutefois que cette approche présente des limites et de nombreux risques. Bien que

³³ « Au Tchad, l'incursion des rebelles dévoile les fragilités du pouvoir », Q&A de Crisis Group, 13 février 2019.

³⁴ Entretiens de Crisis Group, chercheur, Paris, mars 2019 ; homme politique tchadien, N'Djamena, mars 2019.

³⁵ Entretiens de Crisis Group, responsables teda, orpailleurs, checheur, journaliste, N'Djamena, mars 2019.

³⁶ Entretiens de Crisis Group, hommes politiques et militaires tchadiens et membres des organisations internationales, N'Djamena, novembre 2018 et mars 2019.

³⁷ « Au Tchad, l'incursion des rebelles dévoile les fragilités du pouvoir », op. cit.

³⁸ Entretiens de Crisis Group, responsable des services de renseignements tchadiens, journaliste, N'Djamena, janvier 2019.

³⁹ Le président Déby a récemment changé tous les responsables des états-majors des armées et les commandants des zones militaires. Il a nommé Taher Erda, un fidèle, en tant que chef d'état-major général des armées. « Tchad : le chef d'état-major des armées Taher Erda, un fidèle d'Idriss Déby Itno », *Jeune Afrique*, 9 avril 2019.

très localisés, les événements qui secouent Miski ont en effet pris une importance symbolique pour une frange de la population teda du Tibesti et illustrent une partie des défis auxquels sont confrontées les autorités dans le septentrion tchadien.

III. Zoom sur Miski : des mines d'or aux champs de mines

Depuis 2012, Miski est un microcosme des tensions qui agitent le Tibesti. Théâtre de multiples incidents sanglants impliquant orpailleurs venus d'autres régions et la communauté locale, ce village est devenu en 2018 une zone d'hostilité entre l'armée tchadienne et des membres d'un comité d'autodéfense local, allant jusqu'à des combats meurtriers.

A. *Etat, orpailleurs, population locale : tensions et premiers affrontements*

A partir de 2012, la découverte de gisements aurifères dans plusieurs localités de la région du Tibesti provoque une ruée vers l'or. Les orpailleurs affluent par milliers des régions orientales et centrales du Tchad, mais aussi du Darfour et des camps de réfugiés soudanais à l'Est et au Nord-Est du Tchad.⁴⁰ De nombreux Teda originaires de Miski, d'autres localités du Tibesti ou même de Libye s'organisent aussi pour profiter de la manne aurifère, soit à travers le commerce de l'or, soit en approvisionnant les sites en eau et en matériel.

Mais la cohabitation entre orpailleurs non originaires du Tibesti et la population locale est difficile. A Miski, cette arrivée massive d'orpailleurs bouleverse les équilibres démographiques et s'accompagne de violences sporadiques, de dégradations de l'environnement et de problèmes sanitaires pour le bétail. Dès 2013, les habitants de Miski accusent, à raison, les orpailleurs d'utiliser des produits toxiques et demandent au gouvernement d'interdire les activités d'orpaillage artisanal dans le Tibesti, en particulier dans les zones habitables.⁴¹ De vieilles rivalités intercommunautaires entre Doza (Goranes présents notamment dans le Borkou, région voisine du Tibesti) et Teda resurgissent sur les sites miniers.⁴² La présence parmi les orpailleurs de nombreux Zaghawa, la communauté du président, contribue aussi à crisper les Teda.

En décembre 2013, le président Déby tranche en faveur des Teda, interdit l'orpaillage artisanal et déploie l'armée près des zones aurifères pour contrôler les sites.⁴³ Mais cette interdiction n'est pas respectée. L'exploitation continue de manière clandestine. Les incidents entre orpailleurs et populations locales se multiplient à Miski et la demande d'armements s'accroît.⁴⁴ Selon des responsables teda, beaucoup d'officiers de l'armée tchadienne, en cheville avec les orpailleurs, prennent position en leur faveur et profitent eux-mêmes de la manne aurifère.⁴⁵

⁴⁰ Certaines sources évoquent l'arrivée de plusieurs dizaines de milliers de personnes venues au Tibesti chercher de l'or.

⁴¹ Entretien de Crisis Group, cadre du ministère des Mines, N'Djamena, mars 2019.

⁴² Entretien de Crisis Group, chercheur, Paris, avril 2019.

⁴³ Entretiens de Crisis Group, homme politique, responsable de la société civile, mars 2019.

⁴⁴ A Miski, un premier incident entre une patrouille de l'armée accompagnée de guides locaux teda et des orpailleurs de l'ethnie doza, en décembre 2014, s'est soldé par la mort d'un orpailleur. Une solution à l'amiable a été trouvée après que les Teda ont accepté de verser une somme de 2,35 millions de francs CFA à titre de compensation.

⁴⁵ Entretiens Crisis Group, ressortissants teda à N'Djamena et Faya, novembre et janvier 2019. « La perception négative du rôle de l'armée a été amplifiée par le fait que certaines équipes d'orpailleurs travaillaient pour le compte d'officiers de l'armée qui leur avaient fourni des véhicules et du maté-

Rapidement, les soupçons de collusion entre l'armée et les orpailleurs zaghawa renforcent la méfiance des Teda à l'égard des autorités nationales.⁴⁶ Ils mettent sur pied, à partir de décembre 2013, des comités locaux de surveillance. Depuis, leurs membres, connus sous le nom de *wangada* (traditionnellement les gardiens de pâturages ou de dattiers), ont développé un système de prélèvements sur les activités d'orpaillage. Pendant longtemps, cependant, les orpailleurs zaghawa, se prévalant de leurs liens avec les officiers de l'armée tchadienne et le pouvoir à N'Djamena, ont pu échapper à cet impôt.⁴⁷

A partir de 2015, Miski devient progressivement un point de crispation politique entre les Teda, qui reprochent au pouvoir de vouloir s'accaparer leur or, et l'Etat qui voit dans ces réactions une forme de remise en cause de son autorité. Des équipes d'une société tchado-canadienne et d'une société tchado-sud-africaine, détentrices d'un permis de recherche délivré par le ministère des Mines, se rendent en 2015 au Tibesti pour visiter des sites aurifères.⁴⁸ Ils sont accompagnés d'un proche du président, ancien haut responsable du ministère des Mines et acteur très important du secteur minier au Tchad.⁴⁹ L'arrivée d'investisseurs étrangers au Tibesti, sans que la population n'ait été consultée en amont, éveille des soupçons chez les Teda qui y voient une tentative du pouvoir de faire main basse sur « leur or ».⁵⁰ Ainsi, lorsque les personnels de ces sociétés tentent de s'établir à Miski, les *wangada* leur opposent une fin de non-recevoir.⁵¹

Cet événement a marqué les esprits et contribué au délitement des relations entre les Teda et l'Etat. Une rhétorique « anti-Zaghawa », parfois simpliste, a prospéré avec force à Miski.

Parallèlement, dans un contexte de développement des rébellions tchadiennes au Sud de la Libye, N'Djamena décrète, en janvier 2017, la fermeture de la frontière tchado-libyenne et l'instauration d'une zone d'opérations militaires au Nord du Tchad. Le gouvernement présente à l'époque ces décisions comme des actions préventives visant à prévenir « une grave menace d'infiltration terroriste », une distorsion de la réalité destinée à obtenir un soutien international.⁵² Si dans les faits, les populations teda du Tibesti ont pu continuer à traverser la frontière, cette fermeture a eu des ré-

riel ». « Les Toubou dans la tourmente : présence et absence de l'Etat dans le triangle Tchad-Soudan-Libye », op. cit.

⁴⁶ Ibid.

⁴⁷ Entretien de Crisis Group, cadre du ministère des Mines, N'Djamena, janvier 2019.

⁴⁸ Ibid.

⁴⁹ Ibid.

⁵⁰ Entretiens de Crisis Group, notables teda du Tibesti et du Borkou, N'Djamena, Faya Largeau, janvier et mars 2019.

⁵¹ Ces sociétés, également détentrices de permis dans d'autres localités, sont actuellement présentes sur les sites aurifères dans les régions du Batha et du Mayo-Kebbi, respectivement au centre et au Sud du Tchad, mais également dans la région du Tibesti, précisément à Kouri Bougoudi, à la frontière tchado-libyenne. Par contre, et malgré les permis obtenus, elles n'ont pas pu remettre les pieds à Miski depuis leur expulsion par les *wangada*. Entretien Crisis Group, proche de Déby impliqué dans les activités de ces sociétés, N'Djamena, janvier 2019.

⁵² « Tchad : la frontière avec la Libye fermée à cause de la menace terroriste », Jeune Afrique, 5 janvier 2017.

percussions sur les prix des marchandises et affecté les régions du Nord et de l'Ouest du Tchad.⁵³

En 2017 et 2018, le discours des autorités se fait plus dur vis-à-vis des jeunes Tchadiens partis faire de l'orpaillage au Tibesti et des candidats à la migration économique au Sud de la Libye. L'Etat perçoit les mines, de façon exagérée, comme des points d'étapes dans un mouvement massif d'adhésion aux rébellions tchadiennes en Libye. « La ruée vers l'or dans le Tibesti cache d'autres réalités. Tout le monde le sait. Ces jeunes partent rejoindre la rébellion », confiait à Crisis Group un dirigeant tchadien.⁵⁴

Progressivement, une partie des Teda qui s'adonnent eux-mêmes à l'orpaillage ou approvisionnent les sites miniers en vivres, en eau, et en carburant est accusée d'être des mercenaires.

B. 2018 : escalade du conflit

En 2018, la situation sécuritaire au Nord du Tchad s'est fortement détériorée et la localité de Miski, dans le Tibesti, est devenue en octobre 2018 le théâtre d'un conflit ouvert entre une partie de la population locale teda, mobilisée dans un comité d'autodéfense, et l'armée tchadienne. Deux événements ont fait office de détonateurs : un découpage administratif contesté par les populations locales de Miski et le lancement d'une opération militaire dans le Tibesti qui a fait des victimes civiles teda.

Fin 2018, alors que la résistance s'organise à Miski, N'Djamena opte pour l'option militaire et déploie l'armée, sous le commandement de Mahamat Idriss Déby, alias Kaka, le fils d'Idriss Déby. Cet emballement sécuritaire débouche sur de violents affrontements entre soldats et civils armés, membres du comité d'autodéfense qui a muté en mini-rébellion. Depuis décembre 2018, l'armée s'est retirée à 100 kilomètres de Miski mais les autorités continuent à isoler la ville en contrôlant ses voies d'accès.⁵⁵ Elles disent aussi vouloir procéder au désarmement de la population du Tibesti mais les membres du comité d'autodéfense de Miski s'y opposent de façon catégorique. Aujourd'hui, les combats ont cessé mais les tensions sont toujours vives et beaucoup de Teda craignent que la situation ne dégénère à nouveau à Miski.

1. L'origine de l'escalade

Le 7 août 2018, les autorités tchadiennes prennent une décision politique controversée en amputant du Tibesti la localité de Miski. Par ordonnance, le gouvernement crée le nouveau département d'Emi-Koussi et le rattache à la province du Borkou, s'attirant les foudres des Teda du Tibesti.⁵⁶ Non seulement Yebibou, chef-lieu du

⁵³ « Fermeture frontière avec la Libye : hausse au Tchad des prix des denrées », APA news, 23 janvier 2017.

⁵⁴ Entretien de Crisis Group, représentant des autorités locales du Kanem, Mao, mars 2018. Rapport de Crisis Group, *Tchad : désamorcer les tensions dans la bande sahélienne*, op. cit., p. 21.

⁵⁵ Entretiens de Crisis Group, journaliste et notables teda du Tibesti et du Borkou, N'Djamena, Faya Largeau, janvier et mars 2019.

⁵⁶ L'ordonnance 0037/PR/2018 du 7 août 2018 portant création des unités administratives et des collectivités autonomes réorganise les unités administratives dans toutes les régions (devenues provinces dans l'ordonnance) du Tchad. Connue comme le plus haut sommet du Tchad et du Sahara (3 415 mètres), le mont Emi-Koussi, un volcan éteint, fait partie du massif du Tibesti. La question du

nouveau département d'Emi-Koussi, est bien plus proche de Bardaï (chef-lieu du Tibesti) que de Faya-Largeau (chef-lieu du Borkou), mais surtout, le département est majoritairement peuplé de Teda, bien plus influents au Tibesti qu'au Borkou, où les Doza sont en position de force.

Pour l'Etat, rattacher Miski au Borkou présente plusieurs intérêts : envoyer un message de fermeté en reprenant la main dans une zone devenue réfractaire à la présence de l'armée, opposer les intérêts des Doza à ceux des Teda, deux communautés qui entretiennent un rapport compliqué avec N'Djamena, et sans doute mieux contrôler les sites aurifères.⁵⁷

La décision rencontre une très vive résistance à Miski et au sein de la communauté teda en général, qui la juge inacceptable et en contradiction avec les recommandations issues du Forum inclusif sur les réformes institutionnelles, qui s'est tenu à N'Djamena du 19 au 27 mars 2018.⁵⁸ Beaucoup de Teda la perçoivent comme un affront et y voient une stratégie agressive de N'Djamena pour contrôler leur or. Selon l'ancien sous-préfet de Yebibou, « Déby et son clan voudraient absolument mettre la main sur la richesse de Miski [...] Déby et sa famille ont tenté à maintes reprises d'exploiter l'or de Miski, en dehors de tout cadre légal », des accusations rejetées par les autorités.⁵⁹ Lors d'une rencontre en août 2018 avec le ministre de l'Administration du territoire, de la Sécurité publique et de la Gouvernance locale de l'époque, Ahmat Mahamat Bachir, trois chefs de cantons sur les cinq que compte la localité de Miski dénoncent le « morcèlement du Tibesti ». ⁶⁰ Ils sont révoqués et leurs cantons dissous ; un nouveau canton a depuis été constitué et un nouveau chef nommé.⁶¹

Non loin de Miski, un autre événement vient accroître les tensions entre les Teda et l'Etat. En août 2018, N'Djamena lance une opération militaire à Kouri Bougoudi, en réponse à une attaque menée par le CCMSR quelques jours plus tôt, et procède

rattachement de Miski au Borkou a commencé à se poser lors de l'examen du projet d'ordonnance en conseil des ministres le 5 juillet 2018. Les membres du gouvernement ne parvenant pas à s'entendre, le président propose l'adoption du projet sous réserve des résultats des discussions avec les députés des deux régions concernées, le Tibesti et le Borkou. Lors de la rencontre entre le président et les députés, ces derniers ont sollicité l'implication des autorités traditionnelles. Mais Déby signe et promulgue l'ordonnance sans attendre une nouvelle discussion. Entretiens Crisis Group, N'Djamena, novembre 2018, janvier et mars 2019.

⁵⁷ Entretiens de Crisis Group, chercheur, Paris, avril 2019 ; hommes politiques, chercheur, journaliste, membres de la société civile, N'Djamena, janvier et mars 2019.

⁵⁸ La synthèse des travaux, sous le premier titre sur « la forme de l'Etat », précise au point 2 : « La fixation du nombre de Provinces à 17 soit les 14 anciennes Préfectures avec l'éclatement de l'ancien BET en trois Provinces (Borkou, Ennedi, Tibesti) et l'ajout de la ville de N'Djaména comme une Province à statut particulier ». L'ordonnance signée par Idriss Déby le 7 août non seulement rattache une partie du Tibesti au Borkou mais crée 23 provinces au lieu de dix-sept.

⁵⁹ « Tchad : un sous-préfet du Tibesti démissionne suite à des violences à Miski », Radio France Internationale (RFI), 4 novembre 2018. Entretien téléphonique de Crisis Group, membre du comité d'autodéfense de Miski, mai 2019.

⁶⁰ Entretien de Crisis Group, notable teda, NDjamena, janvier 2019.

⁶¹ Le ministre Bachir aurait également indiqué que le pays s'était engagé dans une nouvelle République et qu'il appartenait à tout le monde de s'y accrocher. Entretiens Crisis Group, cadres teda, N'Djamena, novembre 2018, janvier et mars 2019.

à des frappes aériennes qui font des victimes civiles teda.⁶² Le 12 août, dans un communiqué, le ministre Ahmat Bachir accuse les orpailleurs de complicité avec la rébellion et leur donne vingt-quatre heures pour quitter la région.⁶³ Le 15 août, il indique que le gouvernement a donné l'ordre à l'armée d'utiliser la force pour déloger les orpailleurs et imposer l'autorité de l'Etat.⁶⁴ Cette opération, destinée selon le gouvernement à déloger « des milliers d'orpailleurs » et à « éviter les fusions entre orpailleurs et mercenaires », marque un tournant et illustre la volonté de l'Etat de reprendre militairement le contrôle du Tibesti.⁶⁵

Progressivement, le gouvernement accuse également une partie des Teda, dont certains s'adonnent à l'orpaillage, ou à l'approvisionnement des sites miniers en vivres, en eau ou, en carburant, d'être des mercenaires. Le 29 août 2018, Bachir va plus loin et parle d'esclavagisme dans les mines : « Nous avons expliqué en son temps que Miski et Kouri Bougoudi sont dans une zone qui constitue un nid de trafiquants de drogues, d'armes, un nid de terroristes, un nid de mercenaires et aujourd'hui, elle est même un nid d'esclavagistes » ; il ajoute : « le gouvernement a pris toutes les dispositions pour nettoyer ces zones-là. A notre grande surprise, dans leurs chaînes de montagnes, à Miski, à Gouro, à Kanya, à Kouri Bougoudi, et partout, il y a des associations d'esclavagistes, et je mesure bien mes mots, des esclavagistes ».⁶⁶

Ces paroles provoquent l'ire des Teda et, s'ajoutant aux décisions déjà impopulaires des autorités, ouvrent la voie à une nouvelle séquence de violences.

2. La bataille de Miski

Mi-2018, alors que la tension monte d'un cran entre le pouvoir central à N'Djamena et la communauté teda de Miski, des personnalités teda comme l'ancien président tchadien Goukouni Weddeye et le conseiller du président Déby, Oki Dagache, tentent en vain de jouer un rôle de médiateur.

Dès le mois de septembre 2018, la résistance s'organise à Miski. Les comités de surveillance, constitués en partie de *wangada*, mutent en comité d'autodéfense rapidement qualifié par l'Etat d'organisation « terroriste ».⁶⁷ Ils demandent notamment l'annulation du rattachement de Miski au Borkou, la réhabilitation des cantons et de leurs chefs révoqués, et rejettent l'exploitation industrielle de l'or de Miski hors de tout cadre légal et concerté avec les populations.⁶⁸ Sous la direction de deux des

⁶² « Lost in trans-nation: Tubu and Other Armed Groups and Smugglers along Libya's Southern Border », op. cit.

⁶³ « Le gouvernement tchadien chasse les orpailleurs artisanaux », BBC, 13 août 2018.

⁶⁴ « Tchad : Bachir va en guerre contre les orpailleurs », Tchad Infos, 15 août 2018.

⁶⁵ « Opération militaire au Tibesti au Tchad », Voice of America (VOA), 15 août 2018. Le terme « mercenaires » est utilisé pour désigner les rebelles tchadiens au Sud de la Libye.

⁶⁶ « Tchad : des "esclavagistes sauvages" au Tibesti, dénonce le ministère de la Sécurité », Alwihda Info, 30 octobre 2018. En insistant sur l'esclavagisme, pratiqué par ailleurs en Libye, le ministre cherchait à justifier son action militaire au Nord tout en envoyant un message qui plaît à ses partenaires internationaux.

⁶⁷ Un communiqué de l'état-major général des armées tchadiennes daté du 24 octobre 2018 indique que « les forces de défense déployées dans le département de Miski ont été attaquées par un groupuscule de terroristes » tout en ajoutant que « la situation est sous contrôle ». « Tchad : affrontements dans le Tibesti entre l'armée et des présumés "terroristes" », *Jeune Afrique*, 25 octobre 2018.

⁶⁸ Entretien téléphonique de Crisis Group, membre du comité d'autodéfense de Miski, mai 2019.

chefs de cantons limogés, Goukouni Kella et Souleyman Horto, et d'anciens officiers de l'armée passés par la rébellion du Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad (MDJT), Rozi Losso et Togoï Kelley, ce comité de 100 à 200 combattants empêche plusieurs fois l'armée de se redéployer à Miski.⁶⁹ Sur le plan médiatique, les insurgés montent aussi à l'assaut en désignant comme porte-parole Molly Sougui, ancien sous-préfet de Yebibou qui vient de rallier le comité d'autodéfense avant de s'installer en France.⁷⁰

Face à ce qu'il considère comme un affront et des actes de défiance répétés vis-à-vis de l'Etat, le président Idriss Déby décide en octobre 2018 d'envoyer à Miski le corps d'élite de l'armée, la DGSSIE, dirigé par son propre fils Mahamat Idriss Déby, alias Kaka.⁷¹ Cette option militaire suscite la stupeur et l'incompréhension de cadres teda proches du pouvoir et de députés du parti présidentiel, le Mouvement patriotique du Salut. En outre, certains militaires refusent d'aller se battre à Miski et parlent d'une guerre « ingagnable » car engagée contre la population.⁷²

La DGSSIE, mieux équipée et ravitaillée que l'armée régulière, enregistre des progrès au début de l'offensive. Forcés de se retirer dans les grottes environnantes dès fin octobre, les membres du comité d'autodéfense de Miski minent les sites aurifères pour empêcher les militaires de s'y installer et mènent tout au long du mois de novembre 2018 des actions de guérilla contre la DGSSIE. Prise pour cible par des tireurs embusqués et touchée par des explosions de mines, l'armée déplore plusieurs dizaines de morts et de blessés dans ses rangs, y compris des hauts gradés, et se retire finalement début décembre.⁷³ A N'Djamena, ce retrait est perçu comme une défaite militaire.

En partant, l'armée aurait également semé des mines tout autour des sites pour empêcher que les *wangada* ne reviennent exploiter l'or.⁷⁴ Désormais installée à environ 100 kilomètres sur le principal point de passage vers Miski, l'armée interdit tout accès à la localité sans pour autant empêcher que les gens s'y rendent par des chemins détournés.⁷⁵ De leur côté, les membres du comité d'autodéfense sont encore à Miski et peuvent compter sur de larges soutiens au sein de la communauté teda du Tibesti, comme en témoignent les manifestations de solidarité organisées le 26 décembre 2018 à Bardaï.⁷⁶

⁶⁹ Un ressortissant de Miski qui a fait du commerce entre le Sud de la Libye et les sites aurifères de Miski parle de moins de 300 personnes. Un membre de la famille du président Déby parle d'une « poignée de personnes qui ont l'avantage de maîtriser le terrain ». Un haut gradé teda confie que tous les ressortissants du Tibesti, y compris les femmes, savent manipuler les armes. Entretiens Crisis Group, militaire, N'Djamena, janvier 2019 ; membres de la société civile, Faya Largeau, janvier 2019. Entretien téléphonique de Crisis Group, membre du comité d'autodéfense de Miski, mai 2019.

⁷⁰ Chef-lieu du département d'Emi-Koussi dont dépend Miski.

⁷¹ Le Général Mahamat « Kaka » est le commandant de la DGSSIE depuis son retour du Mali où il a été commandant adjoint des Forces armées tchadiennes envoyées en appui à l'opération française Serval de janvier à avril 2013.

⁷² Entretiens de Crisis Group, expert sécuritaire, hommes politiques, militaire, N'Djamena, mars 2019.

⁷³ Barkhane a mis en place un pont aérien pour l'évacuation des blessés.

⁷⁴ Entretien Crisis Group, Faya, janvier 2019.

⁷⁵ Entretien Crisis Group, N'Djamena, mars 2019.

⁷⁶ « Tchad : en solidarité avec les populations de Miski, les jeunes de Bardaï perturbent l'installation du nouveau gouverneur du Tibesti dans ses fonctions », Tchad Convergence, 27 décembre 2018.

3. Récents développements et risques

Depuis lors, une série de rencontres entre les autorités et les chefs traditionnels du Tibesti se sont tenues pour discuter du conflit en cours. Parallèlement, l'Etat a cherché à reprendre militairement le contrôle d'une partie du Tibesti, à évacuer (avec un succès très mitigé) les mines d'or, notamment à Kouri Bougoudi, a multiplié les ultimatums à destination des orpailleurs pour qu'ils quittent les zones aurifères et a cherché à isoler la localité de Miski.

La nomination, le 9 novembre 2018, d'un nouveau ministre de l'Administration du territoire, de la Sécurité publique et de la Gouvernance locale pour succéder à Mahamat Bachir, a momentanément laissé entrevoir un changement d'approche du gouvernement face aux problèmes du Tibesti. Lui-même Teda du Tibesti, Mahamat Abali Salah multiplie les visites au Tibesti et au Sud de la Libye.⁷⁷ Il profite de ses déplacements pour rencontrer les chefs traditionnels des deux côtés de la frontière tchado-libyenne.

Fin décembre, en marge de la cérémonie d'investiture du nouveau gouverneur de Bardaï, capitale du Tibesti, Abali Salah, accompagné des députés de la région, a exhorté les chefs traditionnels à soutenir les efforts visant à trouver une issue pacifique au conflit à Miski. En mars 2019, une mission conduite par des chefs traditionnels à Miski n'a rien donné : les membres du comité d'autodéfense maintiennent leurs revendications et refusent tout compromis tant qu'elles ne sont pas satisfaites.⁷⁸

Parallèlement, Abali Salah a annoncé lors d'une autre tournée dans le Nord, le 4 mars 2019, trois mesures pour prévenir les incursions rebelles et combattre l'orpaillage clandestin : l'interdiction de l'orpaillage, le désarmement de toute la population et la fermeture de la frontière avec la Libye.⁷⁹ Le comité d'autodéfense de Miski a vite réagi en annonçant son refus de désarmer car « les raisons qui nous ont conduit à prendre les armes contre les autorités n'ont pas trouvé de solution ».⁸⁰

Fin mars, lors d'une visite dans les zones d'orpaillage en plein désert autour de Kouri Bougoudi, le ministre a tenu des propos très durs. Il a ordonné la destruction des puits et annoncé son intention de « rendre invivable » la zone pour obliger les orpailleurs à quitter les lieux.⁸¹ En mai, il a même lancé un ultimatum aux orpailleurs, brandissant la menace d'une nouvelle réponse par la force.⁸² Dans cette vaste région frontalière qui échappe largement au contrôle de l'Etat, ces annonces sonnent davantage comme une opération de communication destinée à afficher le volontarisme de l'Etat que comme une stratégie réaliste. Par ailleurs, elles présentent des

⁷⁷ Le remplacement d'Ahmat Bachir, qui devient ministre des Mines, n'est pas sans lien avec le conflit dans le Tibesti et surtout avec ses déclarations, qui ont contribué au délitement des relations entre les Teda et l'Etat.

⁷⁸ Entretien de Crisis Group, notable teda, N'Djamena, mars 2019 ; entretien téléphonique de Crisis Group, membre du comité d'autodéfense de Miski, mai 2019.

⁷⁹ Le Tchad avait déjà annoncé début janvier 2017 la fermeture de la frontière avec la Libye et décrété la zone frontalière « zone d'opération militaire ». Cette mesure n'a jamais été levée officiellement.

⁸⁰ « Dans la guerre de l'or au Tchad, le Comité d'autodéfense de Miski refuse de déposer les armes tant que le problème n'est pas résolu », Tchad Convergence, 6 mars 2019.

⁸¹ « Tchad : "notre but est de rendre invivable" les zones d'orpaillages », Alwihda Info, 23 mars 2019.

⁸² « Tchad : un nouvel ultimatum lancé aux orpailleurs », Alwihda Info, 7 mai 2019.

risques. Si les orpailleurs n'ont plus accès à une partie des mines, ils risquent de chercher des perspectives économiques ailleurs, y compris en rejoignant des rébellions.

IV. Apaiser les tensions et éviter l'escalade

A aucun moment au cours des dix dernières années, le pouvoir tchadien n'est apparu plus vulnérable qu'aujourd'hui. L'Etat craint que le renversement du président Omar el-Béchi et le soulèvement populaire au Soudan voisin ne fassent tâche d'huile au Tchad et que les grandes villes ne soient le lieu d'importantes manifestations.⁸³ Les tensions au Nord sont aussi une forte source d'inquiétude pour le pouvoir. Au moment où la Libye s'enfoncé dans une nouvelle guerre qui pourrait à terme déstabiliser le Nord du Tchad, N'Djamena doit renouer un lien de confiance avec les populations du Tibesti et éviter une nouvelle confrontation militaire avec le comité d'autodéfense de Miski, qui aurait des répercussions bien au-delà de cette localité. En effet, si le conflit à Miski est très localisé et concerne peu d'acteurs de façon directe, sa résolution ou au contraire son enlisement pourrait avoir d'importantes conséquences sur la relation stratégique entre les Teda du Tibesti et le pouvoir.

Aujourd'hui, les autorités tchadiennes et le comité d'autodéfense de Miski sont dans une logique de rapport de force et leur relation vire au dialogue de sourds. D'un côté, le président Déby veut montrer qu'il contrôle son territoire, surtout à un moment où il apparaît affaibli. « Il ne veut pas d'un département rebelle », dit à Crisis Group un homme politique tchadien.⁸⁴ De l'autre, les membres du comité d'autodéfense campent sur leurs positions, refusant que Miski soit rattaché au Borkou et demandant la restitution de leurs cantons. Leur défiance vis-à-vis de l'Etat s'est accrue depuis la révocation des chefs de cantons, vécue comme une humiliation. Ils demandent en outre, par la voix de leur porte-parole, des réparations financières pour les proches des membres du comité d'autodéfense tués au cours de l'offensive de l'armée de novembre 2018.⁸⁵

Alors qu'ils taxent les activités d'orpillage artisanal à Miski, les membres du comité d'autodéfense réitèrent par ailleurs leur opposition à tout projet d'exploitation industrielle ou semi-industrielle des zones aurifères (très hypothétique à ce stade mais qui demeure un motif d'inquiétude de la population) en dehors d'un cadre légal qui garantisse à la population une partie des retombées économiques ; ils disent craindre que le pouvoir les dépossède de leurs ressources. Dans une région traditionnellement résistante aux tentatives de contrôle extérieur, y compris de l'Etat, ces préoccupations trouvent un large écho dans la population.

Une amélioration sensible du climat à Miski reste néanmoins possible. Contrairement aux rébellions tchadiennes qui évoluent en Libye, le comité d'autodéfense de Miski a avant tout des revendications locales et ne cherche pas à renverser le pouvoir en place à N'Djamena. Certes, son porte-parole, basé à Paris, n'exclut pas une alliance avec des groupes rebelles tchadiens présents en Libye si la situation devait dégénérer ; mais jusqu'ici, le comité d'autodéfense a refusé les appels du pied de ces mou-

⁸³ Entretien de Crisis Group, chercheur, Paris, avril 2019 ; correspondance de Crisis Group, diplomate à N'Djamena, mai 2019.

⁸⁴ Entretien de Crisis Group, homme politique tchadien, N'Djamena, mars 2019.

⁸⁵ Entretien téléphonique de Crisis Group, membre du comité d'autodéfense de Miski, mai 2019.

vements rebelles.⁸⁶ Par ailleurs, il ne compte qu'un nombre limité de combattants. Alors que les menaces pour la sécurité intérieure du Tchad se multiplient, les autorités tchadiennes doivent éviter de laisser se constituer un nouveau front dans le Nord. Elles doivent pour ce faire s'éloigner de la réponse purement militaire et organiser un dialogue avec les populations locales et le comité d'autodéfense de Miski.

A. *Eviter l'escalade militaire*

Le pouvoir tchadien est légitimement préoccupé par la situation au Nord du pays et en particulier au Tibesti, où les armes circulent abondamment. Dans la zone aurifère de Kouri Bougoudi, la présence de rebelles de plusieurs pays, y compris tchadiens, et la proximité entre des militaires et des orpailleurs sont des sources d'inquiétude pour N'Djamena.

Mais à Miski, la situation est particulière et l'approche militaire privilégiée par les autorités est porteuse de nombreux dangers. Contrairement à Kouri Bougoudi, Miski est une zone habitable essentiellement peuplée de Teda. Depuis le mois d'octobre, les affrontements armés et les tentatives des autorités d'isoler Miski en coupant les voies d'approvisionnement vers la localité, de facto mise sous embargo, n'ont pas affaibli le comité d'autodéfense mais ont en revanche affecté les populations civiles. Dans un environnement désertique, la fermeture par les autorités de puits situés non loin de Miski pourrait avoir de lourdes conséquences humanitaires.

Alors que les tensions persistent, des rumeurs et informations non confirmées font état de la préparation d'une nouvelle offensive de l'armée à Miski.⁸⁷ Les autorités doivent absolument démentir ces informations, éviter une escalade sécuritaire coûteuse en vies humaines et privilégier la voie du dialogue. Le comité d'autodéfense de Miski bénéficie d'un soutien des populations locales et toute nouvelle attaque aurait pour probable conséquence de pousser les jeunes Teda à le rejoindre, voire même à se rapprocher des groupes armés tchadiens basés au Sud de la Libye.

En outre, dans une région du Tibesti fortement militarisée depuis 2018 et qui accueillera bientôt le contingent tchadien du G5 Sahel à Wour, l'Etat devrait retisser des liens avec les Teda et jouer la carte de l'apaisement. A Miski, cela passe par des actions concrètes pour rouvrir les voies d'accès à la localité, remettre les puits de la région en état et reprendre langue avec les populations.

B. *Donner une chance au dialogue*

Dans un tel contexte, les timides tentatives de sensibilisation et de dialogue initiées par les autorités, par l'intermédiaire des chefs traditionnels du Tibesti, n'ont pas porté leurs fruits. Depuis le mois de décembre, le nouveau ministre de l'Administration du territoire, de la Sécurité publique et de la Gouvernance locale s'est rendu à plusieurs reprises à Bardaï pour solliciter le soutien des autorités traditionnelles du Tibesti. Celles-ci ont rencontré les représentants du comité d'autodéfense de Miski,

⁸⁶ Fin 2018, le CCMSR a tenté de récupérer le mouvement de résistance à Miski mais les membres du comité d'autodéfense ont précisé que le CCMSR n'avait rien à voir avec les événements en cours, refusant ainsi une alliance avec le groupe rebelle.

⁸⁷ Entretiens téléphoniques de Crisis Group, journalistes, acteurs humanitaires, notables teda, mai 2019.

notamment en mars dernier, mais sans succès. Les chefs locaux du comité refusent tout compromis tant que leurs revendications initiales ne sont pas satisfaites.

Ces tentatives de sensibilisation se heurtent à plusieurs limites. Premièrement, elles se font en parallèle d'une intervention militaire et sécuritaire qui affecte les populations de Miski. Deuxièmement, ces échanges entre les chefs traditionnels du Tibesti et le comité d'autodéfense visent davantage à faire accepter les décisions de l'Etat aux Teda entrés en résistance qu'à ouvrir un dialogue.

Pour sortir de l'impasse actuelle et éviter une nouvelle confrontation, il faudrait donc changer de méthode. Les autorités et les représentants du comité d'autodéfense devraient déclarer publiquement être ouverts à un dialogue impliquant les représentants de l'Etat et du groupe d'autodéfense mais aussi les chefs traditionnels et les députés de la région. L'ancien président Goukouni Weddeye et le conseiller du président Déby, Oki Dagache, tous deux Teda, pourraient également faciliter un tel processus. Ces pourparlers devraient poursuivre un double objectif : permettre à l'Etat de revenir sur des décisions très impopulaires (par exemple, le récent redécoupage administratif) sans perdre la face.⁸⁸

La question de la redistribution des revenus liés à l'or doit être abordée car c'est un motif d'inquiétude important pour la population locale, repris à son compte par le comité d'autodéfense. Bien qu'une exploitation industrielle de l'or soit peu probable à court terme, la question de ses retombées économiques pour la région devrait être posée pour rassurer les habitants. Le Code minier voté en février 2018 pourrait servir de base de travail.⁸⁹

Les deux parties devront faire des compromis. Dans la mesure où les populations locales perçoivent souvent l'armée comme une force d'occupation, les autorités devraient répondre à une demande exprimée par des associations teda en continuant à nommer au sein de la hiérarchie militaire des Teda originaires de la région. Elles devraient aussi envisager des pistes de réinsertion pour les membres du comité d'autodéfense qui acceptent de désarmer. De leur côté, les membres du comité d'autodéfense devraient se montrer ouverts au dialogue.

C. *Sortir des discours réducteurs*

Depuis les premières frictions à Miski et plus largement dans le Tibesti, les autorités ont entretenu volontairement une confusion entre migrants et futurs rebelles, orpailleurs et ennemis du pouvoir en place, rebelles tchadiens basés en Libye et jihadistes, commerçants et trafiquants d'êtres humains. Après les affrontements entre Teda du Tibesti et militaires tchadiens en novembre 2018, l'ancien ministre de

⁸⁸ Le président a eu recours dans un passé très récent à des solutions similaires pour une sortie de crise au Moyen-Chari et dans l'Ennedi-Ouest. En 2018, dans la ville de Sarh, des associations ont dénoncé la mise en place d'un sultanat dans leur région à majorité chrétienne et animiste. Après plusieurs rencontres entre des membres du gouvernement et ces associations, Déby s'est rendu personnellement à Sarh où il a rencontré les autorités traditionnelles et a finalement signé un décret pour annuler la création du sultanat.

⁸⁹ Le Code minier, adopté en février 2018 par l'Assemblée nationale, prévoit une panoplie de dispositions pour garantir les droits des populations locales à bénéficier des retombées économiques de l'exploitation minière, notamment les dispositions du Titre XI portant « De l'insertion l'Activité Minière dans le Tissu Économique Local ».

l'Administration du territoire, de la Sécurité publique et de la Gouvernance locale, Ahmat Bachir, a encore durci le discours en accusant des Teda d'être des mercenaires, des terroristes, des trafiquants de drogue mais aussi des esclavagistes.⁹⁰

Cette rhétorique utilisée à dessein, notamment pour obtenir un soutien international, a produit des effets désastreux en durcissant les positions de la population locale. Si l'arrivée d'un nouveau ministre de la Sécurité publique originaire du Tibesti, Abali Salah, a momentanément permis d'apaiser les relations entre l'Etat et les Teda, ce dernier cultive aussi, désormais, une forme d'amalgame dangereux lors de ses interventions médiatiques. Pour donner une chance au dialogue, les autorités devraient adopter une communication publique beaucoup plus mesurée et éviter les raccourcis.

D. *Rôle des partenaires du Tchad*

Enfin, les partenaires internationaux du Tchad, dont l'Union européenne, les Nations unies et la France, qui a récemment soutenu le président tchadien face à une tentative de déstabilisation par des rebelles venus du nord du pays, devraient pousser les autorités tchadiennes à entamer un tel dialogue et les encourager à faciliter l'accès humanitaire à cette zone.

⁹⁰ « Tchad : des "esclavagistes sauvage" au Tibesti, dénonce le ministère de la Sécurité », *op. cit.*

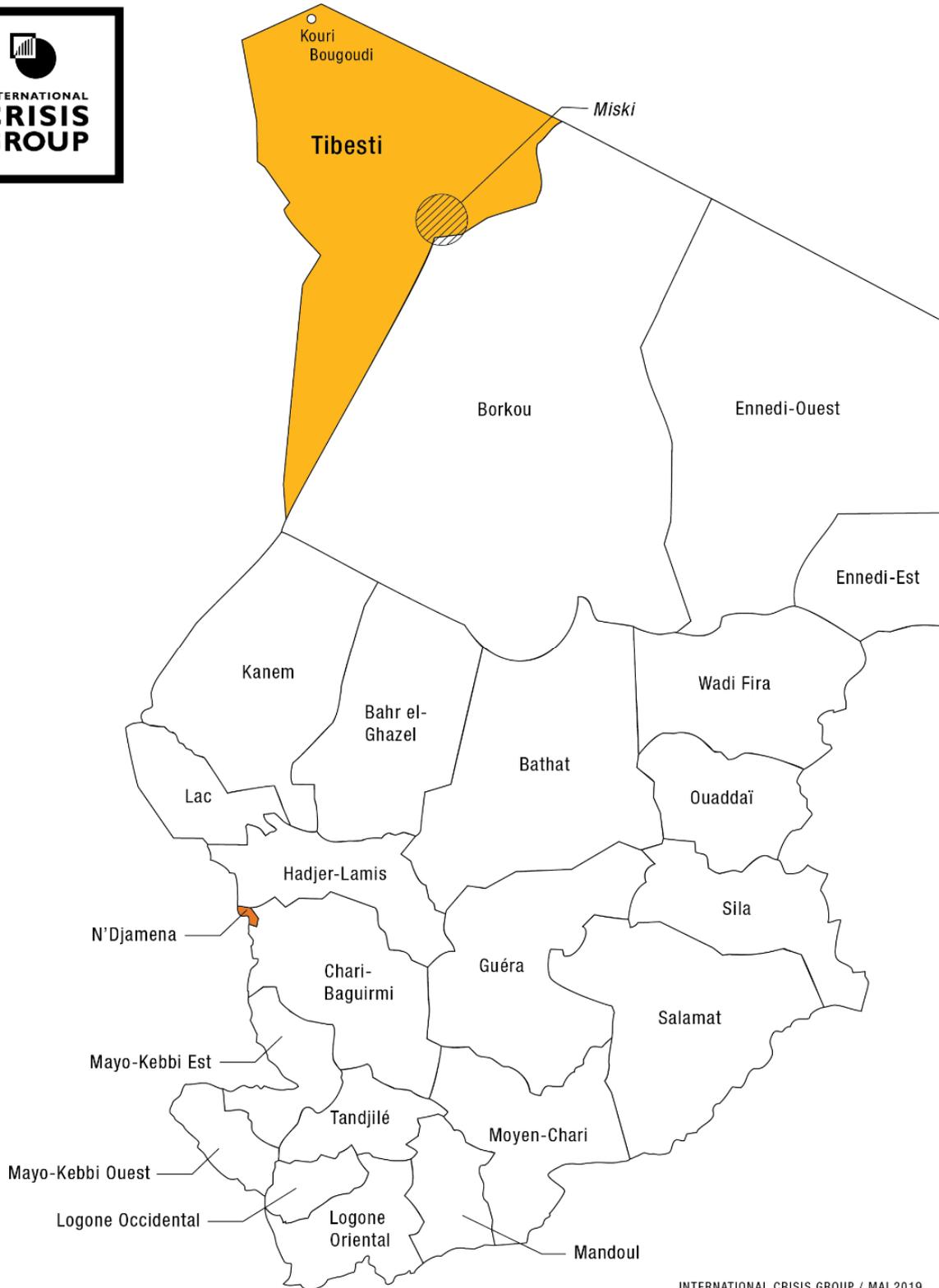
V. Conclusion

Dans cette période de forte instabilité régionale et de fragilité intérieure, l'Etat tchadien ne peut se permettre d'ouvrir un nouveau front militaire au Nord. Au-delà de son coût humanitaire, une nouvelle intervention aurait pour conséquence directe de pousser les jeunes dans les bras des groupes rebelles basés en Libye et déstabiliserait la région.

Il est encore temps de juguler les tensions à Miski. L'Etat est certes contesté, mais il n'est pas rejeté par une majorité de Teda. Pour restaurer leur crédibilité et leur légitimité, les autorités devraient changer d'approche. Plutôt que de chercher la confrontation avec la population et le comité d'autodéfense, elles pourraient montrer leur capacité à apporter des solutions aux problèmes locaux, y compris en matière de sécurité. Pour y parvenir, l'Etat devrait renoncer à l'option militaire à Miski et sortir des discours réducteurs pour ouvrir la voie au dialogue.

Nairobi/Bruxelles, 17 mai 2019

Annexe A : Carte du Tchad



Annexe B : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 120 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays ou régions à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également *CrisisWatch*, un bulletin mensuel d'alerte précoce offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans plus de 70 situations de conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Mark Malloch-Brown, ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Robert Malley, président-directeur général de Crisis Group, a pris ses fonctions le 1er janvier 2018. Anciennement directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord de Crisis Group, il a plus récemment servi en tant qu'adjoint spécial auprès de l'ancien président américain Barack Obama ainsi que son conseiller dans la campagne anti-ISIL, et coordinateur pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et la région du Golfe à la Maison-Blanche. Précédemment, il a été adjoint spécial pour les affaires israélo-palestiniennes auprès du président Bill Clinton.

Le siège d'International Crisis Group est situé à Bruxelles et l'organisation a des bureaux dans sept autres villes : Bogota, Dakar, Kaboul, Nairobi, Londres, New York et Washington, DC. Elle est également présente dans les villes suivantes : Abuja, Alger, Bangkok, Beyrouth, Caracas, Gaza, Djouba, Guatemala, Hong Kong, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Mexico, Rabat, Tbilissi, Toronto, Tripoli, Tunis et Yangon.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations et de donateurs privés. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants: Agence française de développement, Ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, Agence autrichienne pour le développement, Agence japonaise de Coopération internationale, Département fédéral des Affaires étrangères de la Confédération suisse, Département pour le développement international du Royaume-Uni, Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afrique de l'Union européenne, Instrument contribuant à la stabilité et à la paix de l'Union européenne, Principauté du Liechtenstein, Ministère danois des Affaires étrangères, Ministère fédéral des affaires étrangères de l'Allemagne, Ministère des Affaires étrangères des Émirats arabes unis, Ministre des Affaires étrangères du Qatar, Ministère finlandais des Affaires étrangères, Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, Ministère luxembourgeois des Affaires étrangères, Ministère néerlandais des Affaires étrangères, Ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du commerce, Ministère norvégien des Affaires étrangères, Ministère suédois des Affaires étrangères, et Irish Aid.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations suivantes: Carnegie Corporation of New York, Charles Koch Foundation, Henry Luce Foundation, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, Korea Foundation, Open Society Foundations, Ploughshares Fund, Robert Bosch Stiftung, Rockefeller Brothers Fund, UniKorea Foundation et Wellspring Philanthropic Fund.

Crisis Group remercie ses donateurs, et tout particulièrement l'Union européenne, pour le financement de ce rapport.

Mai 2019

Annexe C : Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2016

Rapports et Briefings Spéciaux

Exploiter le chaos : al-Qaeda et l'Etat islamique, Rapport spécial N°1, 14 mars 2016 (aussi disponible en anglais et en arabe).

Seizing the Moment: From Early Warning to Early Action, Rapport spécial N°2, 22 juin 2016.

Counter-terrorism Pitfalls: What the U.S. Fight against ISIS and al-Qaeda Should Avoid, Rapport spécial N°3, 22 mars 2017.

Council of Despair? The Fragmentation of UN Diplomacy, Briefing spécial N°1, 30 avril 2019.

Afrique australe

Zimbabwe: Stranded in Stasis, Briefing Afrique N°118, 29 février 2016.

Zimbabwe's "Military-assisted Transition" and Prospects for Recovery, Briefing Afrique N°134, 20 décembre 2017.

Afrique centrale

Tchad : entre ambitions et fragilités, Rapport Afrique N°233, 30 mars 2016 (aussi disponible en anglais).

Burundi : anatomie du troisième mandat, Rapport Afrique N°235, 20 mai 2016 (aussi disponible en anglais).

Katanga: Tensions in DRC's Mineral Heartland, Rapport Afrique N°239, 3 août 2016.

Union africaine et crise au Burundi : entre ambition et réalité, Briefing Afrique N°122, 28 septembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Boulevard of Broken Dreams: The "Street" and Politics in DR Congo, Briefing Afrique N°123, 13 octobre 2016.

Cameroun : faire face à Boko Haram, Rapport Afrique N°241, 16 novembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Boko Haram au Tchad : au-delà de la réponse sécuritaire, Rapport Afrique N°246, 8 mars 2017 (aussi disponible en anglais).

Burundi : l'armée dans la crise, Rapport Afrique N°247, 5 avril 2017 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins, Rapport Afrique N°250, 2 août 2017 (aussi disponible en anglais).

Eviter le pire en République centrafricaine, Rapport Afrique N°253, 28 septembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Nouveau départ pour les relations entre l'Union africaine et l'Union européenne, Rapport Afrique N°255, 17 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : l'aggravation de la crise anglophone requiert des mesures fortes, Briefing Afrique N°130, 19 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Extrême-Nord du Cameroun : le casse-tête de la reconstruction en période de conflit, Briefing Afrique N°133, 25 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Vers une action concertée en RDC, Rapport Afrique N°257, 4 décembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Sept priorités pour l'Union africaine en 2018, Briefing Afrique N°135, 17 janvier 2018 (aussi disponible en anglais).

Poker électoral en RD Congo, Rapport Afrique N°259, 4 avril 2018 (aussi disponible en anglais).

La crise anglophone au Cameroun : comment l'Eglise catholique peut encourager le dialogue, Briefing Afrique N°138, 26 avril 2018 (aussi disponible en anglais).

Poker électoral en RDC : les enjeux montent, Briefing Afrique N°139, 8 juin 2018 (aussi disponible en anglais).

RDC : l'onde de choc Bemba, Briefing Afrique N°140, 15 juin 2018 (aussi disponible en anglais).

Extrême-Nord du Cameroun : nouveau chapitre dans la lutte contre Boko Haram, Rapport Afrique N°263, 14 août 2018 (aussi disponible en anglais).

Soutenir la population burundaise face à la crise économique, Rapport Afrique N°264, 31 août 2018 (aussi disponible en anglais).

Election présidentielle au Cameroun : les fractures se multiplient, Briefing Afrique N°142, 3 octobre 2018 (aussi disponible en anglais).

Tchad : désamorcer les tensions dans la bande sahélienne, Rapport Afrique N°266, 5 décembre 2018 (aussi disponible en anglais).

Crise anglophone au Cameroun : comment arriver aux pourparlers, Rapport Afrique N°272, 2 mai 2019 (aussi disponible en anglais).

Afrique de l'Ouest

Burkina Faso : transition acte II, Briefing Afrique N°116, 7 janvier 2016.

Mettre en œuvre l'architecture de paix et de sécurité (III) : l'Afrique de l'Ouest, Rapport Afrique N°234, 14 avril 2016 (aussi disponible en anglais).

Boko Haram sur la défensive ?, Briefing Afrique N°120, 4 mai 2016 (aussi disponible en anglais).

Nigeria: The Challenge of Military Reform, Rapport Afrique N°237, 6 juin 2016.

Mali central : la fabrique d'une insurrection ?, Rapport Afrique N°238, 6 juillet 2016 (aussi disponible en anglais).

- Burkina Faso : préserver l'équilibre religieux*, Rapport Afrique N°240, 6 septembre 2016 (aussi disponible en anglais).
- Nigéria : les femmes et Boko Haram*, Rapport Afrique N°242, 5 décembre 2016 (aussi disponible en anglais).
- Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram*, Rapport Afrique N°244, 23 février 2017.
- Le Niger face à Boko Haram : au-delà de la contre-insurrection*, Rapport Afrique N°245, 27 février 2017 (aussi disponible en anglais).
- Islam et politique au Mali : entre réalité et fiction*, Rapport Afrique N°249, 18 juillet 2017.
- Une arme à double tranchant : comités de vigilance et contre-insurrections africaines*, Rapport Afrique N°251, 7 septembre 2017 (aussi disponible en anglais).
- Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict*, Rapport Afrique N°252, 19 septembre 2017.
- Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad*, Rapport Afrique N°254, 12 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).
- Force du G5 Sahel : trouver sa place dans l'embouteillage sécuritaire*, Rapport Afrique N°258, 12 décembre 2017 (aussi disponible en anglais).
- Preventing Boko Haram Abductions of School-children in Nigeria*, Briefing Afrique N°137, 12 avril 2018.
- Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique*, Rapport Afrique N°261, 12 juin 2018.
- Stopping Nigeria's Spiralling Farmer-Herder Violence*, Rapport Afrique N°262, 26 juillet 2018.
- Narcotrafic, violence et politique au Nord du Mali*, Rapport Afrique N°267, 13 décembre 2018 (aussi disponible en anglais).
- Nigeria's 2019 Elections: Six States to Watch*, Rapport Afrique N°268, 21 décembre 2018.
- Facing the Challenge of the Islamic State in West Africa Province*, Rapport Afrique N°273, 16 mai 2019.
- Instruments of Pain (III): Conflict and Famine in Somalia*, Briefing Afrique N°125, 9 mai 2017.
- Instruments of Pain (IV): The Food Crisis in North East Nigeria*, Briefing Afrique N°126, 18 mai 2017.
- Kenya's Rift Valley: Old Wounds, Devolution's New Anxieties*, Rapport Afrique N°248, 30 mai 2017.
- Time to Repeal U.S. Sanctions on Sudan?*, Briefing Afrique N°127, 22 juin 2017.
- A New Roadmap to Make U.S. Sudan Sanctions Relief Work*, Briefing Afrique N°128, 29 septembre 2017.
- How to Ensure a Credible, Peaceful Presidential Vote in Kenya*, Briefing Afrique N°129, 2 octobre 2017.
- Managing the Disruptive Aftermath of Somalia's Worst Terror Attack*, Briefing Afrique N°131, 20 octobre 2017.
- An Election Delay Can Help Avert Kenya's Crisis*, Briefing Afrique N°132, 23 octobre 2017.
- Uganda's Slow Slide into Crisis*, Rapport Afrique N°256, 21 novembre 2017.
- After Kenya's Leaders Reconcile, a Tough Path Ahead*, Briefing Afrique N°136, 13 mars 2018.
- Somalia and the Gulf Crisis*, Rapport Afrique N°260, 5 juin 2018.
- Averting War in Northern Somalia*, Briefing Afrique N°141, 27 juin 2018.
- Al-Shabaab Five Years after Westgate: Still a Menace in East Africa*, Rapport Afrique N°265, 21 septembre 2018.
- Improving Prospects for a Peaceful Transition in Sudan*, Briefing Afrique N°143, 14 janvier 2019.
- Managing Ethiopia's Unsettled Transition*, Rapport Afrique N°269, 21 février 2019.
- Salvaging South Sudan's Fragile Peace Deal*, Rapport Afrique N°270, 13 mars 2019.
- Bridging the Gap in the Nile Waters Dispute*, Rapport Afrique N°271, 20 mars 2019.

Corne de l'Afrique

- Ethiopia: Governing the Faithful*, Briefing Afrique N°117, 22 février 2016.
- Sudan's Islamists: From Salvation to Survival*, Briefing Afrique N°119, 21 mars 2016.
- South Sudan's South: Conflict in the Equatorias*, Rapport Afrique N°236, 25 mai 2016.
- Kenya's Coast: Devolution Disappointed*, Briefing Afrique N°121, 13 juillet 2016.
- South Sudan: Rearranging the Chessboard*, Rapport Afrique N°243, 20 décembre 2016.
- Instruments of Pain (II): Conflict and Famine in South Sudan*, Briefing Afrique N°124, 26 avril 2017.

Annexe D : Conseil d'administration de l'International Crisis Group

PRESIDENT DU CONSEIL

Lord (Mark) Malloch-Brown
Ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement

PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Robert Malley
Ancien coordinateur pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et la région du Golfe à la Maison-Blanche

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

Fola Adeola
Fondateur et président, FATE Foundation

Hushang Ansary
Président, Parman Capital Group LLC ; ancien ambassadeur d'Iran aux Etats-Unis et ministre des Finances et des Affaires économiques

Gérard Araud
Ancien ambassadeur de France aux États-Unis

Carl Bildt
Ancien ministre des Affaires étrangères de la Suède

Emma Bonino
Ancienne ministre italienne des Affaires étrangères ; ancienne commissaire européenne pour l'aide humanitaire

Cheryl Carolus
Ancienne haute-commissaire de l'Afrique du Sud auprès du Royaume-Uni et secrétaire générale du Congrès national africain (ANC)

Maria Livanos Cattau
Ancienne secrétaire générale à la Chambre de commerce internationale

Ahmed Charai
Président-directeur général de Global Media Holding et éditeur de l'hebdomadaire marocain L'Observateur

Nathalie Delapalme
Directrice exécutive et membre du conseil de la fondation Mo Ibrahim

Alexander Downer
Ancien ministre des Affaires étrangères d'Australie et haut-commissaire du Royaume-Uni

Sigmar Gabriel
Ancien ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier allemand

Robert Fadel
Ancien membre du parlement du Liban ; propriétaire et membre du conseil du groupe ABC

Frank Giustra
Président-directeur général, Fiore Group

Hu Shuli
Rédactrice en chef de Caixin Media ; professeure à l'université Sun Yat-sen

Mo Ibrahim
Fondateur et président, Fondation Mo Ibrahim ; fondateur, Celtel International

Yoriko Kawaguchi
Ancienne ministre japonaise des Affaires étrangères ; ancienne ministre de l'Environnement

Wadah Khanfar
Cofondateur, forum Al Sharq ; ancien directeur général du réseau Al Jazeera

Nasser al-Kidwa
Président de la fondation Yasser Arafat ; ancien médiateur adjoint de l'ONU sur la Syrie

Bert Koenders
Ancien ministre néerlandais des Affaires étrangères et sous-secrétaire général des Nations Unies

Andrey Kortunov
Directeur général du Conseil russe pour les affaires internationales

Ivan Krastev
Président du Centre pour les stratégies libérales (Sofia) ; membre fondateur du conseil d'administration du Conseil européen des relations internationales

Tzipi Livni
Ancienne ministre des Affaires étrangères et vice-Premier ministre d'Israël

Helge Lund
Ancien président-directeur général de BG Group Limited et Statoil ASA

Susana Malcorra
Ancienne ministre des Affaires étrangères d'Argentine

William H. McRaven
Amiral retraité de la marine américaine ayant servi comme 9ème commandant du commandement des opérations spéciales américaines

Shivshankar Menon
Ancien ministre indien des Affaires étrangères et conseiller à la sécurité nationale

Naz Modirzadeh
Directeur du programme sur le droit international et les conflits armés de la faculté de droit de Harvard

Saad Mohseni
Président et directeur général de MOBY Group

Marty Natalegawa
Ancien ministre indonésien des Affaires étrangères, représentant permanent auprès de l'ONU et ambassadeur au Royaume-Uni

Ayo Obe
Présidente du conseil, Gorée Institute (Sénégal) ; avocate (Nigéria)

Meghan O'Sullivan
Ancienne conseillère U.S. adjointe pour la sécurité nationale en Iraq et en Afghanistan

Thomas R. Pickering
Ancien sous-secrétaire d'Etat américain ; ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, en Russie, en Inde, en Israël, au Salvador, au Nigéria et en Jordanie

Ahmed Rashid
Auteur et journaliste spécialiste de la politique extérieure, Pakistan

Juan Manuel Santos Calderón
Ancien président de la Colombie ; Lauréat du Prix Nobel de la paix 2016

Wendy Sherman
Ancienne sous-secrétaire d'Etat des Etats-Unis pour les affaires politiques et négociatrice en chef pour l'accord nucléaire avec l'Iran

Ellen Johnson Sirleaf
Ancienne présidente du Libéria

Alexander Soros
Membre, Open Society Foundations

George Soros
Président, Open Society Institute ; président du Soros Fund Management

Jonas Gahr Støre
Chef du Parti travailliste norvégien et du groupe parlementaire du Parti travailliste ; ancien ministre norvégien des Affaires étrangères

Jake Sullivan
Ancien directeur du personnel de planification de la politique au département d'Etat des Etats-Unis ; adjoint suppléant au président Obama et conseiller à la sécurité nationale au vice-président Biden

Lawrence H. Summers
Ancien directeur du Conseil de la sécurité économique et secrétaire du Trésor des Etats-Unis ; président émérite de l'Université de Harvard

Helle Thorning-Schmidt
Directrice générale de Save the Children International ; ancienne Première ministre du Danemark

Wang Jisi
Membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois ; ancien directeur, Ecole des affaires internationales, Université de Pékin

CONSEIL PRESIDENTIEL

Groupe éminent de donateurs privés et d'entreprises qui apportent un soutien et une expertise essentiels à Crisis Group.

ENTREPRISES

BP
Shearman & Sterling LLP
Statoil (U.K.) Ltd.
White & Case LLP

DONATEURS PRIVES

(5) Anonyme
Scott Bessent
David Brown & Erika Franke
Herman De Bode

Stephen Robert
Luděk Sekyra
Alexander Soros
Ian R. Taylor

CONSEIL CONSULTATIF INTERNATIONAL

Donateurs privés et entreprises qui fournissent une contribution essentielle aux activités de prévention des conflits armés de Crisis Group.

ENTREPRISES

Anonyme
APCO Worldwide Inc.
Atlas Copco AB
Chevron
Edelman UK
Eni
HSBC Holdings Plc
MetLife
Noble Energy
RBC Capital Markets
Shell

DONATEURS PRIVES

(3) Anonyme
Mark Bergman
Stanley Bergman & Edward Bergman
David & Katherine Bradley
Eric Christiansen
Sam Englehardt
The Edelman Family Foundation
Seth & Jane Ginns
Ronald Glickman
David Harding
Geoffrey R. Hogue & Ana Luisa Ponti
Geoffrey Hsu
David Jannetti

Faisal Khan
Cleopatra Kitti
Michael & Jackie Lambert
Samantha Lasry
Leslie Lishon
Malcolm Hewitt Wiener Foundation
The New York Community Trust – Lise Strickler & Mark Gallogly Charitable Fund
The Nommontu Foundation
Brian Paes-Braga
Kerry Propper
Duco Sickinghe
Nina K. Solarz
Clayton E. Swisher
Enzo Viscusi

CONSEIL DES AMBASSADEURS

Les étoiles montantes de divers horizons qui, avec leur talent et leur expertise, soutiennent la mission de Crisis Group.

Amy Benziger
Tripp Callan
Kivanc Cubukcu
Matthew Devlin
Victoria Ergolavou
Noa Gafni
Christina Bache
Lynda Hammes
Jason Hesse
Dali ten Hove

Lindsay Iversen
Azim Jamal
Arohi Jain
Christopher Louney
Matthew Magenheim
Madison Malloch-Brown
Megan McGill
Hamesh Mehta
Tara Opalinski
Perfecto Sanchez

Nidhi Sinha
Chloe Squires
Leeanne Su
Bobbi Thomason
AJ Twombly
Dillon Twombly
Annie Verderosa
Zachary Watling
Grant Webster

CONSEILLERS

Anciens membres du Conseil d'administration qui maintiennent leur collaboration avec Crisis Group et apportent leurs conseils et soutien (en accord avec toute autre fonction qu'ils peuvent exercer parallèlement).

Martti Ahtisaari
Président émérite
George Mitchell
Président émérite
Gareth Evans
Président émérite
Kenneth Adelman
Adnan Abu-Odeh
HRH Prince Turki al-Faisal
Celso Amorim
Óscar Arias
Richard Armitage
Diego Arria
Zainab Bangura
Nahum Barnea
Kim Beazley
Shlomo Ben-Ami

Christoph Bertram
Lakhdar Brahimi
Kim Campbell
Jorge Castañeda
Joaquim Alberto Chissano
Victor Chu
Mong Joon Chung
Sheila Coronel
Pat Cox
Gianfranco Dell'Alba
Jacques Delors
Alain Destexhe
Mou-Shih Ding
Uffe Ellemann-Jensen
Stanley Fischer
Carla Hills
Swanee Hunt
Wolfgang Ischinger

Aleksander Kwasniewski
Ricardo Lagos
Joanne Leedom-Ackerman
Todung Mulya Lubis
Graça Machel
Jessica T. Mathews
Miklós Németh
Christine Ockrent
Timothy Ong
Roza Otunbayeva
Olara Otunnu
Lord (Christopher) Patten
Surin Pitsuwan
Fidel V. Ramos
Olympia Snowe
Javier Solana